

> Lire cet article sur le site web

Les civils restent livrés à eux-mêmes en Côte d'Ivoire

L'aide humanitaire ne parvient plus aux populations d'Abidjan mais s'organise peu à peu dans l'ouest A Abidjan, la population compte les jours qui la rapprochent de la fin des réserves de nourriture. Les marchés sont fermés depuis l'offensive des troupes pro-Ouattara, jeudi 31 mars. Les magasins qui n'ont pas été pillés gardent leur grille close. De rares boutiques ont timidement ouvert leurs portes dimanche, profitant d'une accalmie. « La plupart des familles n'auront plus de vivres avant la fin de la semaine, calcule Jean Djoman, directeur de la Caritas.

Plusieurs quartiers connaissent déjà des pénuries d'eau et de courant électrique. » L'heure est au partage des provisions. À l'image de ses voisins, Jean Djoman a dû accueillir des proches déplacés par les combats. Le responsable humanitaire estime à 300 000 le nombre d'habitants d'Abidjan qui se sont réfugiés chez des parents résidant dans des quartiers moins exposés. "De nombreux hôpitaux manquent de médicaments" « Mais le problème vient surtout des zones pauvres qui dépendent déjà en temps normal de l'assistance », poursuit-il.

Pire, du fait des combats, les ONG n'ont plus accès aux 22 camps de déplacés formés avant l'offensive des troupes Ouattara. « Or, ces déplacés ne sont plus approvisionnés », s'inquiète Jean Djoman. À l'intérieur de la ville en guerre, l'accès aux soins s'est réduit en même temps que l'espace humanitaire. « La situation est extrêmement tendue, aucune voiture ne peut circuler et notre personnel ne peut pas sortir, témoigne Mégo Terzian, responsable des urgences chez Médecins sans frontières. De nombreux hôpitaux manquent de médicaments. Les conditions de sécurité font que nous n'avons pas pu les approvisionner en produits anesthésiants et en consommables pour la chirurgie notamment. » Les ambulances arrivent aussi au compte-gouttes. À l'inverse, l'accès aux populations tend à s'améliorer dans l'ouest du pays. « Les organisations humanitaires se concertent pour venir en aide aux déplacés à Duékoué », raconte François Danel, directeur général d'Action contre la faim, présent sur les lieux.

Beaucoup ont perdu un proche lors des massacres du 29 mars Il parle de 20 000 à 30 000 personnes, essentiellement des femmes et des enfants qui s'entassaient dans l'enceinte réduite de la mission catholique, sous la protection des casques bleus. « Le P. Cyprien, responsable de la mission, gère les lieux avec beaucoup de courage, poursuit François Danel, mais il faut de l'eau, des latrines, de la nourriture. » Protégée par des casques bleus de la Mission des Nations unies, cette population issue principalement de la communauté guéerée refuse de sortir de peur d'être victime de nouvelles exactions. Beaucoup ont perdu un proche lors des massacres du 29 mars, qui auraient fait au moins 800 morts d'après le Comité international de la Croix-Rouge, rien que dans la ville de Duékoué. « Si les deux camps ne prennent pas des positions très fermes pour condamner les violences contre les civils, d'autres massacres vont survenir ailleurs dans l'ouest », avertit François Danel.

Pendant ce temps, au Liberia, continuent d'affluer des réfugiés ivoiriens. Au moins 100 000 ont déjà traversé la frontière, doublant ou triplant la population des villages d'accueil. « Ils arrivent épuisés après cinq jours de marche, observe Claire Bouzigue, chef de mission de Solidarités International au Liberia. Certains ont fui les combats, d'autres sont partis par crainte d'exactions. Ils reçoivent plutôt bon accueil des autochtones qui avaient fait le chemin inverse durant la guerre au Liberia. Mais les stocks d'eau et de vivres diminuent. » OLIVIER TALLÈS .

<http://www.la-croix.com/Les-civils-restent-livres-a-eux-memes-en-Cote-d-Ivoire/article/2460964/55351>